

■ Sidérurgie | Social

# ArcelorMittal: 45 500 postes laminés



Selon les déclarations de la direction étudiées par des experts, ArcelorMittal pourrait se débarrasser d'au moins 10 000 travailleurs en 2010.

► C'est le bilan de ce que le groupe sidérurgique aurait détruit sur l'année 2009.

► Coût des départs: 622 millions de dollars pour un gain de 2,25 milliards.

**A**près de 48 heures de ses résultats du quatrième trimestre et annuels 2009, il apparaît que le groupe a considérablement réduit la voilure l'an dernier. Selon les statistiques du bureau français Syndex, expert auprès du comité restreint d'ArcelorMittal, le premier sidérurgiste mondial aurait diminué le nombre de ses travailleurs d'un total 45 459 équivalents temps plein (ETP) en 2009 sur l'ensemble de ses sites, soit 14% de ses effectifs en septembre 2008 (325 531 ETP). La réduction des effectifs résultants de l'application des différents plans de départs volontaires est évaluée à 29 100 ETP dont 61,4% en Europe. "Les objectifs du plan de départs volontaires auraient été dépassés. La diminution du personnel SG&A (services généraux et administratifs) aura été de 7 380 ETP contre 6 000 initialement prévus pour le périmètre européen. Les objectifs auraient été également dépassés au niveau

été également dépassés au niveau monde", lit-on dans un volumineux document d'audit de décembre 2009 et dont "La Libre" a eu connaissance. Et d'après les déclarations de la direction, environ 10 000 ETP devraient disparaître en 2010.

Les principaux pays européens qui ont le plus contribué en matière de départs volontaires dans les départements SG&A sont la Pologne

(1 884 ETP), la France (1 794), la Belgique (785) et l'Allemagne (518). D'autres pays du continent ont aussi considérablement payé leur lot de départs volontaires notamment l'Espagne (716 ETP), la Roumanie (557) et le grand-duché de Luxembourg (438).

Les experts se sont intéressés aux pertes d'emplois dûment constatées pour

les neuf premiers mois de 2009. Leurs tableaux révèlent que le n°1 mondial de l'acier a perdu 28 664 emplois ETP dont 17 092 dans l'Europe des 27 membres en neuf mois. A fin septembre 2009, ArcelorMittal employait un total de 287 203 personnes dans le monde dont 112 959 en Europe. Durant les neuf premiers mois 2009, les sites belges d'Arce-

lorMittal auraient été délestés de 2 068 travailleurs pour n'afficher que 13 154 personnes à fin septembre 2009. Parallèlement, la France perdait 2 350 emplois pour se retrouver avec un effectif de 24 762 personnes. La Roumanie, la Pologne et l'Allemagne ont réduit la voilure de 5 142 personnes, 3 709 personnes et 362 collaborateurs. Ces trois

pays avaient à fin septembre 2009 un effectif de 13 088 travailleurs (Roumanie), 20 077 en Pologne et 9 854 en Allemagne. Le Luxembourg a perdu 555 emplois en neuf mois pour se retrouver avec 6 294 travailleurs à fin septembre 2009.

Suite à la réduction de sa voilure, ArcelorMittal a aussi réduit ses coûts fixes. Les salaires représentaient 15,7 milliards de dollars, soit 55% de ses coûts fixes en 2008. Pour 2009, le groupe espère ne dépenser que 13 milliards en coûts salariaux.

Les experts de Syndex ont évalué le coût de la réduction totale d'effectifs de 45 459 ETP attendue à fin 2009. Il est évalué à 621,9 millions de dollars pour des économies en année pleine de 2,25 milliards de dollars. Le coût total mondial des départs volontaires (SG&A) est évalué à 254 millions de dollars dont 203,13 millions en Europe. *“Les principales économies dans les coûts fixes ont été obtenues en supprimant les leviers majeurs de flexibilité de ces coûts (personnel d'intérim, recours à la sous-traitance) et en réduisant de manière importante les effectifs de SG&A (-28 %). Cette volonté du groupe de maintien de gains, de variabilisation des coûts fixes, de recherche de productivité et de maintien en parallèle de sa compétitivité et d'une pression sur les prix ne peut que conduire à une pression accrue sur les effectifs et à de nouvelles réductions de ceux-ci”*, concluent les experts de Syndex. D'après eux, la recherche d'une nouvelle flexibilité risque de conduire à l'externalisation des activités ne faisant pas partie du cœur de métier du groupe, d'un recours accru à la sous-traitance et l'utilisation du personnel précaire pour faire face aux évolutions de la production.

**Philippe Lawson**

## Redéploiement économique de Liège : la Sodie a créé 2 775 emplois en 6 ans d'existence

### ► La société mise en place par Arcelor a donc rempli sa mission. Bientôt la fin ?

Mise en place à la mi-2004 à la suite de la décision d'ArcelorMittal (à l'époque d'Arcelor) pour contribuer à la (re) création de 2 700 emplois à fin 2009 suite à la condamnation du “chaud” du bassin liégeois, la Sodie est aujourd'hui à l'heure du bilan. Et selon nos informations, elle aurait rempli sa mission. *“Les conditions ont changé avec l'arrivée de Mittal, mais*

*nous avons bel et bien rempli notre tâche. Il reste encore des conventions à signer, mais une fois que tout sera fait durant ce mois-ci, le nombre d'emplois créés ou à créer s'élève à 2 775 postes de travail”*, nous a confié Philippe Falla, détaché d'ArcelorMittal pour diriger le département “développement économique” de la Sodie. Concrètement, le tableau de bord des emplois réellement créés indique environ 1 600 postes à fin juin 2009.

Le fonctionnement de la Sodie est basé sur l'octroi de prêts aux entreprises (existantes ou nouvelles) à des taux avantageux (et sans garantie), mais

*“sans faire de concurrence déloyale aux organismes classiques (banques, acteurs publics) et qui interviennent aussi à nos côtés”*, précise Jacques Pelerin, cadre dirigeant d'ArcelorMittal et représentant du groupe sidérurgique à la Sodie. Les taux varient entre 3,5 % (entreprise existante) et 4,25 % (création). Le montant des prêts varie entre 5 000 € et 10 000 €, mais d'après M. Falla, la moyenne des prêts octroyés en 6 ans est de 6 718 € (sur 5-7 ans) par emploi à créer. La Sodie a été dotée d'une enveloppe de 20 millions d'euros, mais à ce jour, elle s'est engagée pour 18,640 millions. Environ 184 conven-

tions ont été signées impliquant quelque 170 entreprises. Parmi les bénéficiaires des prêts de la Sodie figurent notamment Produweb, RFID, Lampiris, Metal Vision, les Grignoux et des indépendants de Brico Garden.

Les projets financés visent la création en moyenne de 5 à 20 emplois sur 3 à 5 ans. *“Nous avons financé 13 projets d'entreprises de plus de 50 travailleurs”*, précise M. Falla. La répartition des emplois créés ou à créer indique que 59 % sont de type ouvrier et 41 % sont des employés. Parmi les secteurs figurent principalement les services (27 %), la mécanique (24 %), l'agroali-

mentaire (14 %). Aujourd'hui, la question est de savoir si la Sodie, reprise en 2005 par le français Alpha va poursuivre sa mission, d'autant plus que M. Falla a repris son poste dans l'unité de services (recrutement, mobilité, formation) d'ArcelorMittal. Le bilan de la Sodie ne convainc pas les syndicats. *“Si Liège a bénéficié de ces créations d'emplois avancées, ça se saurait. Le discours de la Sodie cache le dessein des responsables de la dissoudre”*, dénonce Francis Gomez, patron des Métallos de la FGTB Liège Luxembourg.

**Ph. Law.**